



Dr. Alvaro Uribe Vélez
President de la République de Colombie
Palacio de Nariño
Carrera 8ª n° 7-26
Bogotá
Colombia

Aachen/Paris, 2 février 2010

Monsieur le Président,

Misereor et le CCFD sont des institutions catholiques allemandes et françaises qui travaillent pour le développement et comptent de longues années de travail en Colombie. Elles sont membres de la CIDSE (Coopération Internationale pour le Développement et la Solidarité, réseau d'organisations chrétiennes en Europe) et soutiennent en Colombie des projets de développement socioéconomique d'organisations sociales non gouvernementales et d'Eglise.

C'est avec une grande consternation que nous avons appris l'assassinat de 3 leaders communautaires dans le Curvaradó en décembre 2009 (Manuel Moya Lara, Graciano Blandón Borja, Fair Blandón Mena), attribué de manière présumée aux FARC par les médias. Nous avons également appris, le 13 janvier 2010, l'assassinat de Argenito Díaz, leader communautaire originaire du Llano Rico (bassin du Fleuve Curvaradó) ; il a été assassiné à quatre heures de l'après-midi, ayant reçu plusieurs impacts de balles alors qu'il se rendait de la municipalité de Turbo à la communauté de Llano Rico. Jusqu'à présent on ne sait pas qui sont les auteurs de ce crime, bien que les médias aient donné de l'information sur la participation présumée du groupe paramilitaire « Aguilas Negras » (Aigles Noirs). Les trois premières victimes mentionnées sont des habitants du bassin du fleuve Curvaradó, et ils participaient à des projets communautaires. Pour sa part, Argenito Díaz était membre du Comité Disciplinaire de *l'Association des Conseils Communautaires y des Organisations du Bas Atrato – ASCOBA*, association que nous soutenons depuis plusieurs années en Colombie.

Le CCFD et Misereor condamnent avec la plus grande fermeté ces crimes et exigent de la part de tous les acteurs en armes le respect des droits humains, du droit humanitaire international, et le respect des communautés et de leurs leaders pour qu'ils puissent vivre en paix. Nous manifestons notre préoccupation devant le fait que ces événements éloignent les perspectives de paix dans la région, qu'ils rendent de plus en plus difficiles les perspectives de retour des populations déplacées; et que les organisations de la société civile soient systématiquement les cibles des acteurs en armes, parce qu'elles font valoir leur droit à réclamer le respect des droits humains, des droits civils et politiques, économiques et sociaux.

Face à cette situation d'assassinats et de menaces répétées à l'égard des communautés et des membres d'ASCOBA, que nous suivons avec la plus grande préoccupation, nous demandons d'urgence à l'Etat Colombien :

- d'effectuer une investigation exhaustive des faits, une identification des responsables des assassinats commis sur les personnes des dirigeants mentionnés et du leader d'ASCOBA, et que les présumés coupables soient traduits en justice.
- de garantir la sécurité des communautés et des membres d'ASCOBA et de leurs familles, en application des résolutions de la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme concernant les mesures de protection.
- de garantir la sécurité des leaders des communautés et de leurs familles et de se prononcer en faveur du droit des populations déplacées à réclamer leurs droits territoriaux sans crainte des représailles.
- de soutenir et accorder aux familles des victimes une réparation juste.
- Veiller à ce que les défenseurs des droits de l'Homme puisse exercer leur travail avec une totale liberté sans mettre leur vie en danger.

Nous suivrons avec attention les informations concernant la situation de l'Association de Conseils Communautaires et d'Organisations du Bas Atrato (ASCOBA) et celle des communautés qu'ils accompagnent. Nous vous prions de nous tenir informés des avancées de l'enquête.

Veillez agréer l'expression de nos respectueuses salutations.

Dr. Martin Bröckelmann-Simon
Directeur de la Coopération Internationale
MISEREOR

Xavier Ricard
Directeur des Partenariats Internationaux
CCFD